

# MANIFESTE

## DE L'UNION CITOYENNE

Eric Bonjour



**Repenser le capitalisme mondial**

# SOMMAIRE

## **INTRODUCTION**

L'OBJET DE L'UNION : QUI SOMMES-NOUS ?

## **CHAPITRE PREMIER**

LES MOYENS DE L'UNION : COMMENT AGISSONS-NOUS ?

## **CHAPITRE II**

LA RECHERCHE PHILOSOPHIQUE : QUELLE VISION AVONS-NOUS ?

## **CHAPITRE III**

L'ORIENTATION POLITIQUE : QUELS PROBLÈMES TRAITONS-NOUS ?

## **CHAPITRE IV**

L'ACTION DIRECTRICE : QUEL PROGRAMME PROPOSONS-NOUS ?

## **CONCLUSION**

LA PENSÉE CITOYENNE : POURQUOI VOULOIR L'UNION ?

## **INTRODUCTION**

**L'OBJET DE L'UNION :  
QUI SOMMES-NOUS ?**

**Globalement, le monde fonctionne. Il tourne et nous avançons.**

**Bien sûr, il y a le climat, bien sûr, il y a les guerres, bien sûr, il y a les crises financières qui détruisent par palier notre système productif. Pourtant, l'histoire peut se poursuivre ainsi encore longtemps...**

**Cela dit, l'homme a besoin de changement. Il voit le monde se transformer. Il sait que tout évolue. Il comprend que sa civilisation décline lorsque le progrès se retourne contre lui. Et il a peur de la chute...**

Alors comment éviter le précipice vers lequel le système nous pousse ?  
Faut-il suivre l'intérêt général ou favoriser ses intérêts particuliers ?  
L'un va-t-il d'ailleurs nécessairement à l'encontre de l'autre ?

Dans toute organisation, un minimum de nouveauté est indispensable pour progresser. Et sans détruire ce qui existe déjà, il convient de corriger ce qui dysfonctionne. Mais encore faut-il s'entendre sur une vision commune pour faire naître l'union nécessaire à l'action.

Encore faut-il acquérir une juste vision des choses pour améliorer effectivement la situation du plus grand nombre.

Les idées sont le gouvernail du système politique. Elles influencent nos choix. Elles façonnent l'ordre mondial en déterminant l'action des gouvernements. Cependant, la même pensée aboutit toujours aux mêmes résultats. Dès lors, seule une compréhension actualisée du monde peut nous sortir de l'impasse.

Aujourd'hui, le cadre national de nos institutions politiques conditionne la pensée du citoyen. Il empêche l'étude de certaines idées en les considérant d'emblée utopiques. De fait, il sape l'établissement d'une réelle coordination internationale de l'action collective en limitant le champ des solutions dites « applicables » ou perçues comme étant réalistes.

Pourtant, seule une coopération unifiée des nations peut corriger les dysfonctionnements d'un système globalisé. Dès lors, il est urgent de dépasser les *a priori* de la pensée dominante. Il est indispensable de proposer une réflexion capable de créer un consensus mondial.

En démocratie, une majorité gouvernementale qui conduit une politique défavorable au plus grand nombre tend naturellement à devenir minoritaire. Pourtant, l'alternance des idéologies modérées ne permet pas toujours de mieux faire. Sans résultat d'un côté comme de l'autre, la démagogie et l'extrémisme finissent par l'emporter en se nourrissant de la misère des peuples. De là, l'institution peut commettre les pires atrocités en laissant l'arbitraire s'installer.

Face à un tel risque, il convient de développer une vision actualisée de l'intérêt général. Encore faut-il proposer une meilleure compréhension du système dans lequel nous vivons pour être en mesure de corriger ses dysfonctionnements à l'avantage de tous.

Dans cette perspective, nous évoquerons d'abord les moyens nécessaires à la concrétisation d'un tel projet (I). Nous exposerons ensuite la recherche philosophique qui fonde l'action de l'Union citoyenne (II), l'orientation politique suivie au regard du constat obtenu (III) et les actions proposées pour améliorer la situation actuelle et donc notre vie à tous (IV).

## **CHAPITRE PREMIER**

### **LES MOYENS DE L'UNION : COMMENT AGISSONS-NOUS ?**

L'Union citoyenne est une association politique visant à défendre l'intérêt général en influençant la décision collective par la recherche d'un programme scientifiquement construit.

Nous voulons développer la coopération internationale en étant force de proposition auprès des gouvernements. Nous souhaitons participer à la constitution d'une entente fondée sur le pouvoir unificateur des idées. Nous devons être un contre-pouvoir face aux multinationales qui influencent nos dirigeants politiques avec les œillères de la rentabilité financière à court terme pour seule guide.

Comment procéder ?

Selon nous, il convient de s'interroger sur la validité des raisons qui déterminent actuellement l'action collective. Il est nécessaire de revoir l'agencement des grandes théories qui orientent notre pensée, sans faire table rase du passé, mais de manière à ajuster nos priorités à la réalité actuelle du monde.

En effet, la doctrine conduit parfois l'action collective sur de fausses pistes. Elle favorise toujours le développement des classes dominantes en expliquant comment l'application de ses principes serait profitable

aux plus pauvres. Elle peut convaincre une majorité du bien-fondé de ses solutions, et dans le même temps, mener tout le monde à la faillite.

Effectivement, la richesse donne aux individus la capacité de promouvoir les idées qui favorisent leurs intérêts. Ce faisant, une fausse vérité peut acquérir les moyens de sa propre diffusion en avantageant certaines personnes au détriment des autres. Elle crée alors un cadre de pensée aliénant qui conduit inévitablement le système à l'explosion.

Heureusement, l'observation d'un désastre est propice à la naissance de nouvelles idées, car l'homme est naturellement porté à chercher des réponses à ses problèmes. Toutefois, l'acquisition d'une vision plus juste du monde nécessite de lier correctement les concepts nouvellement produits aux anciennes représentations. Elle implique un travail de réagencement extrêmement important auquel il est pourtant indispensable de se livrer rapidement.

Historiquement, si le principe de droit divin a naturellement avantagé l'aristocratie au détriment du peuple, il a fallu attendre la philosophie des lumières pour remplacer la monarchie absolue par la démocratie dans un nombre conséquent de pays. Mais depuis, les inégalités ont eu le temps de reprendre du terrain en s'appuyant sur d'autres aberrations de la pensée. Ainsi, notre génération, comme chaque génération, doit adapter ses représentations au regard des particularités de son époque.

Aujourd'hui, l'idéologie est devenue un instrument de domination utilisé par les multinationales pour influencer la décision collective. Elle renforce leur position dans les instances de négociation en faisant prévaloir la liberté de l'entreprise sur toute autre idée. Ce faisant, le libéralisme produit des arguments de plus en plus fallacieux en s'abstenant d'adapter ses conceptions à la réalité du monde. Il mène à l'application d'une pensée jusqu'au-boutiste faute d'être correctement mise à jour.

Face à une telle situation, il convient d'agir au moyen d'un raisonnement scientifique pour construire une organisation équitable.

Voilà la direction que nous voulons suivre.

## CHAPITRE II

### LA RECHERCHE PHILOSOPHIQUE : QUELLE VISION AVONS-NOUS ?

Les pratiques académiques mènent à une spécialisation toujours plus grande de la recherche sur des sujets extrêmement variés. Face à une telle tendance, l'Union citoyenne souhaite assurer le développement d'une vision plus globale.

Une étude trop spécialisée des parties d'un système ne permet pas de remonter à l'origine du problème. Elle empêche de déterminer les grandes lignes d'une politique capable d'améliorer la situation du plus grand nombre faute de fournir une conception unifiée de l'ensemble.

Bien sûr, le monde est trop vaste pour être directement appréhendé dans sa globalité. Il faut commencer par observer séparément chacun de ses éléments avant de pouvoir considérer son fonctionnement comme un tout.

Malheureusement, les règles forgées par des siècles de pratique semblent pousser le scientifique vers l'analyse du détail, sans le contraindre à remonter ensuite vers un niveau plus global.

L'étude de l'entendement considère comment l'homme parvient à comprendre le monde. Elle est le meilleur moyen de dévoiler les règles utiles à l'unification de ses représentations.

Voilà pourquoi l'Union citoyenne appelle à la création d'un institut permettant d'accéder à une vision plus juste de l'intérêt général. L'ouvrage *La pensée unificatrice*<sup>1</sup> permettra de visualiser la méthode que nous proposons de suivre pour y parvenir.

Naturellement, cette étude doit être validée par les applications pratiques qui en résultent. Cependant, un discours sans immédiate concrétisation étant habituellement vain, il convient de présenter dès maintenant l'une d'entre elles...

---

<sup>1</sup> Eric Bonjour, *La pensée unificatrice*, Recherche sur la nature partielle des représentations humaines et sur le principe de leur unification, *Traité de l'entendement dans la perspective d'une étude générale de l'économie humaine* – à paraître (cf. [www.unioncitoyenne.eu](http://www.unioncitoyenne.eu)).

## CHAPITRE III

### L'ORIENTATION POLITIQUE : QUELS PROBLEMES TRAITONS-NOUS ?

Une fois la liberté gagnée, la réduction des inégalités devient un combat prioritaire. Aujourd'hui, elle passe par la limitation du pouvoir des multinationales sur le reste du monde.

Les grands monopoles marchands permettent à quelques milliardaires de capter les richesses du système. Ils prennent la place des petites et moyennes entreprises en attirant la plus grande part de leurs clients. Ce faisant, ils appauvrissent les peuples en convertissant les revenus du travail en rentes pour actionnaires et dirigeants.

A l'inverse, l'augmentation de l'avantage concurrentiel des petites entreprises permet de développer leurs investissements. Elle diminue le chômage en reconstruisant un outil productif malmené par la domination des grands groupes.

Bien entendu, une telle action limite les marges — actuellement exorbitantes — des multinationales. Mais elle peut parfaitement les amener à développer leur activité — et donc l'emploi — en les incitant à compenser la baisse des profits réalisés sur chaque unité vendue par une hausse des quantités produites.

Ainsi, le renforcement de la position des petites et moyennes entreprises permet d'assurer une distribution plus équitable des richesses entre les individus. Elle développe l'autonomie des peuples en répartissant mieux les moyens nécessaires au traitement des problèmes de chacun.

Exposée dans ces termes, la tâche à accomplir apparaît clairement. Elle conduit à une réduction du pouvoir concurrentiel des multinationales en développant relativement plus celui des autres entreprises.

Malgré tout, elle doit les empêcher de fuir les contraintes imposées sur un territoire particulier en assurant une meilleure entente internationale.

Voilà toute la difficulté politique de la situation actuelle.

Bien entendu, l'objet de l'Union citoyenne n'est pas de promouvoir le démantèlement, ni même le fractionnement des multinationales. Son but ne doit pas non plus être de les affaiblir les unes relativement aux autres, mais seulement de rétablir l'équilibre altéré par leur position dominante vis à vis du reste du monde.

Mais il faut aller plus loin encore dans l'analyse.

En effet, la meilleure répartition des richesses entre les individus pérennise l'activité des multinationales sur le long terme. Elle développe la capacité des peuples à acheter la production des petites comme des grandes entreprises en assurant une hausse des revenus les plus bas. A l'inverse, la paupérisation de la classe moyenne au profit de quelques milliardaires crée un cercle vicieux qui tend à détruire l'économie mondiale au détriment de tous.

En son temps, Henry Ford a relancé l'économie en relevant les salaires de ses employés. Il avait compris qu'il pouvait agir d'une manière avantageuse pour tous en donnant à chacun les moyens d'acheter les voitures produites dans ses usines. Il est allé dans le sens de l'intérêt général en impulsant une hausse des prix du travail. Cependant, il n'a jamais perdu de vue ses propres intérêts, ni même ceux des actionnaires qui pourtant le critiquaient.

Bien entendu, la lutte pour l'égalité favorise les plus pauvres d'une manière évidente. Pourtant, ses effets sont moins spectaculaires pour eux car ils se diffusent sur une population plus nombreuse. De même, le renforcement induit des classes moyennes est relativement transparent puisqu'il n'accroît pas plus leur fortune qu'il ne la baisse. Mais il apaise leurs craintes en supprimant le risque d'un déclassement à venir.

Globalement, l'égalité apporte donc une stabilité qui consolide notre position à tous.

Mais de nos jours, aucune entreprise ne peut à elle seule changer la dynamique de l'économie mondiale. Il faut une régulation suffisamment puissante de l'activité des multinationales pour enclencher un mécanisme vertueux. Il faut donc l'application d'une action intergouvernementale.

La lutte politique suit actuellement une logique conditionnée par une pensée vieille de plus de 100 ans. Elle oppose l'employeur à l'employé, quelle que soit la taille de l'entreprise. Elle place les grandes et les petites entreprises dans le même camp idéologique tout en créant une opposition de principe entre patron et salarié.

Il y a un siècle, la division du marché entre un grand nombre de firmes dans une majorité de secteurs d'activité favorisait un certain équilibre concurrentiel entre les entreprises. Cependant, leur regroupement en cartels financiers a déplacé le curseur de la domination marchande en pervertissant de fait les mécanismes de la concurrence.

Pourtant, les structures de contre-pouvoir sont restées les mêmes. Elles ne se sont pas adaptées. Leur vision du monde n'a pas évolué, de sorte que les alliances nécessaires ne se sont jamais formées.

En l'état actuel de la connaissance, la raison semble inviter les citoyens à s'unir pour défendre la petite entreprise contre le vampirisme des grands groupes. Elle permet ainsi de négocier des accords au travers d'une logique nouvelle afin de changer l'ordre du monde dans lequel nous évoluons. Elle oblige les multinationales à répondre de leurs actes devant l'assemblée des nations...

## CHAPITRE IV

### L'ACTION DIRECTRICE : QUEL PROGRAMME PROPOSONS-NOUS ?

En médecine, il faut diagnostiquer la source du mal pour assurer la guérison du patient. Autrement, on ne peut qu'atténuer ses souffrances en traitant chaque symptôme séparément.

De même, la juste définition d'une orientation politique permet de se focaliser sur l'essentiel. Elle évite l'éparpillement de l'action collective sur des enjeux secondaires, éparpillement toujours consolidé par le traitement médiatique des faits divers.

Cependant, le politicien ne peut pas avoir raison tout seul. Il faut que chaque citoyen corrige sa vision du monde pour que s'amenuise sans violence l'influence des idéologies passées. Chacun doit adapter ses idées à la réalité du monde pour que les solutions pratiques d'une pensée novatrice ne semblent plus incroyables, ni utopiques, mais évidentes et nécessaires pour tous.

Ainsi, le développement d'une meilleure coopération entre les nations nécessite assurément une évolution profonde de nos représentations collectives. Il implique la production d'un travail scientifique nécessairement complexe, mais qui peut devenir accessible au plus grand nombre en étant synthétisé.

Par ailleurs, si la résolution d'un problème nécessite une parfaite compréhension de sa mécanique, la diffusion de l'information acquise doit s'appuyer sur une communication efficace à laquelle chacun est invité à prendre part.

**L'harmonisation à la hausse des salaires sur le marché international du travail est indispensable à la construction de relations commerciales plus saines entre les pays.**

**En effet, le maintien de la pauvreté permet à des dirigeants autocratiques de vendre la production de leur population aux pays riches par l'intermédiaire des multinationales. Parallèlement, les démocraties s'appauvrissent à ne plus rien produire sur leur territoire, alors que la richesse de tous permet de développer des échanges réciproques.**

**Par ailleurs, l'augmentation progressive du salaire minimum légalement ou effectivement pratiqué dans les pays émergents tels que la Chine doit assurer une meilleure répartition de l'activité productive entre les pays. Elle permet à chaque individu de trouver un travail près de chez lui en réduisant la pression concurrentielle entre les travailleurs du monde entier.**

**L'harmonisation à la hausse des salaires favorise l'emploi dans les pays développés tels que les États-Unis et l'Europe en réduisant l'intérêt des entreprises à délocaliser leur activité à l'étranger. Mais elle assure aussi le maintien de l'activité dans les pays émergents en fournissant un revenu décent aux populations actuellement exploitées sur leur territoire.**

**Enfin, l'augmentation raisonnée des plus bas salaires permet à chacun d'accéder aux biens nécessaires à sa subsistance. Elle développe la viabilité de l'économie mondiale en rendant à chacun ce qui lui appartient selon l'effort fourni.**

Le marché est indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Son intervention facilite l'échange d'une quantité extraordinaire de marchandises produites dans le monde entier, sans avoir à faire intervenir la moindre bureaucratie.

Malgré tout, les entreprises marchandes parviennent assez souvent à s'organiser en monopole. Elles prennent alors le contrôle du marché en affaiblissant fortement la concurrence sur un territoire donné. Adam Smith, inventeur du concept de « main invisible » et père fondateur de l'économie moderne, mettait déjà en garde contre leurs manœuvres. Selon lui, le marché s'équilibre plus souvent en faveur d'une minorité que de manière à favoriser une certaine équité entre les individus<sup>1</sup>.

Pour s'opposer à une telle tendance, les gouvernements doivent assurer une régulation satisfaisante de l'économie. Ils doivent éviter de laisser le marché agir seul de manière incontrôlée. Ils doivent fixer un certain nombre de règles à faire respecter. Ils doivent faire appliquer toutes les lois utiles à la protection du citoyen.

Sans cadre juridique, l'individu peut être réduit en esclavage par des puissances plus fortes que lui. Il peut aussi être maintenu dans une précarité organisée par un système politique incapable d'empêcher la réduction des salaires les plus bas. A ce moment, l'humanité entière est tirée vers le bas par une pression concurrentielle que seul le développement universel d'un salaire minimum suffisamment élevé peut atténuer.

Sans une telle mesure, l'exploitation internationale du travail aggrave les inégalités entre les peuples, mais aussi à l'intérieur de chaque nation. Elle augmente les rentes monopolistiques en permettant à certains de vendre très cher des produits fabriqués ailleurs à bas coût. Elle donne à une minorité la possibilité d'accaparer la production des autres en profitant de sa position dominante sur le marché.

---

<sup>1</sup> Adam Smith, *La richesse des nations*, Guillaumin, 1843, Trad. Germain Garnier, Livre Premier, Conclusion du Chapitre XI.

A ce moment, la main invisible devient l'outil central d'un vol organisé, le plus souvent à l'insu du rentier, qui peut même croire que sa rémunération est méritée parce qu'elle est le résultat d'une libre allocation des ressources dépensées par chacun.

Bien entendu, certaines grandes fortunes peuvent retourner tout ou partie des richesses indûment perçues en les distribuant aux salariés de leur entreprise ou en en faisant don aux plus miséreux. Malheureusement, une telle action ne règle pas le fond du problème. Elle améliore temporairement la situation de certains en redistribuant aléatoirement les richesses produites. Mais elle ne permet pas au marché de distribuer directement les vivres nécessaires à la survie de chacun en fonction de l'effort fourni. A terme, elle dégrade plus encore la condition des peuples en augmentant mécaniquement le nombre des personnes dépendantes de l'aide extérieure.

A l'inverse, l'harmonisation à la hausse des salaires contraint le marché à mieux répartir les richesses entre tous. Elle réduit automatiquement la part de la rente dans le revenu global en augmentant préalablement celle du travailleur. Elle développe l'autonomie de chaque individu au lieu de déréguler la démographie des territoires les plus pauvres.

Mais là encore, l'importance d'une telle intervention doit être comprise par tous pour être voulue par une majorité. Ainsi, la lutte contre les dérives de l'exploitation internationale du travail doit être menée par des peuples suffisamment informés pour pouvoir réclamer l'application d'un accord négocié entre les nations.

L'ouvrage *Les chaînes de l'esclavage*<sup>1</sup> expose l'ensemble des aspects pratiques d'une telle solution. Après une présentation détaillée du cercle vicieux de l'appauvrissement des peuples induit par les écarts salariaux entre les pays, il dévoile la possibilité d'instaurer une fiscalité incitative entre les nations qui doit être fondée sur la coopération d'un noyau dur composé à minima des États-Unis, de l'Europe et de la Chine.

---

<sup>1</sup> Eric Bonjour, *Les chaînes de l'esclavage*, Comprendre, réguler et mettre fin aux dérives de l'exploitation internationale du travail, 2019 - [www.ericbonjour.fr](http://www.ericbonjour.fr).

## CONCLUSION

### LA PENSÉE CITOYENNE : POURQUOI VOULOIR L'UNION ?

Depuis plusieurs siècles, le progrès technique efface les frontières entre les peuples. Il construit un système globalisé en connectant de plus en plus fortement les pays entre eux.

Malheureusement, la pensée contemporaine ne parvient pas à adapter l'idéologie dominante à la modernité du monde. En conséquence, elle échoue dans sa tentative de s'opposer aux mouvements politiques qui préconisent un repli des nations sur elles-mêmes. Elle est incapable de déclencher une coopération intergouvernementale sur les sujets appropriés.

L'union est indispensable pour lutter efficacement contre les déséquilibres issus de la domination des multinationales. En effet, la menace des délocalisations empêche les nations isolées de mettre en place les règles nécessaires à l'instauration d'une concurrence plus loyale. Dès lors, les gouvernements doivent s'entendre pour combattre une dynamique qui nous tire actuellement tous vers le bas.

**Dans ces conditions, la seule difficulté est de découvrir et de présenter à chacun une vision satisfaisante des intérêts collectifs indispensables au rassemblement des citoyens.**

Mais autrement, comment s'entendre lorsque nos représentations collectives deviennent globalement néfastes pour tous ? Comment éviter la folie lorsque l'on sert malgré soi les intérêts d'une classe dominante ? Comment ne pas tomber dans l'extrémisme lorsque les peuples sont condamnés à l'indigence ?

Aujourd'hui, la seule opposition entre le capital et le travail n'est plus suffisante. C'est l'incapacité des nations à réguler l'activité internationale des grandes entreprises qui défavorise le plus grand nombre. Elle accroît les inégalités en permettant à une minorité d'engranger des bénéfices démesurés.

Ainsi, la régulation de l'économie mondiale est devenue une priorité absolue. Elle doit d'abord et avant tout assurer un prix du travail équitable afin de combattre les déséquilibres induits par l'exploitation internationale du travail.

En effet, la plus petite entreprise qui soit consiste à vendre le produit de son travail pour assurer sa survie. Elle est à l'origine de tout le système capitaliste. Elle est l'un des éléments les plus essentiels de son fonctionnement.

Dans ces conditions, l'exploitation de l'homme par l'homme peut rapidement devenir dommageable pour tous. Elle génère actuellement des délocalisations, du chômage, de l'endettement et des crises financières dans un cercle vicieux que seule l'augmentation raisonnée des plus bas salaires peut combattre.

L'intérêt des peuples à construire ensemble un système plus équitable apparaît alors clairement.

Voilà pourquoi l'Union citoyenne s'est constituée.

Voilà pourquoi il nous appartient maintenant de la développer.

© Eric Bonjour, Paris  
Dépôt légal : Février 2019  
ISSN : 978-2-9567096-2-6  
Document PDF

[www.ericbonjour.fr](http://www.ericbonjour.fr)  
[eb@ericbonjour.fr](mailto:eb@ericbonjour.fr)

Illustration de la couverture : © Iryna Izviekova  
Illustration du sommaire : © Cienpies Design



Lorsque l'idéologie gouverne l'action politique vers une organisation défectueuse du monde, seule l'acquisition de nouvelles idées peut assurer le progrès des sociétés.

Ainsi, au vu des difficultés actuelles, la victoire de la pensée sur sa domination idéologique doit être la prochaine conquête de l'homme.

L'œuvre d'un cycle perpétuel dans lequel il convient de s'inscrire !

Venez à la découverte d'une solution



[www.UnionCitoyenne.eu](http://www.UnionCitoyenne.eu)

*Construire le monde de demain*

Scanner  
pour visiter

